L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No 21, rue Bourbon.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 7 FEVRIER 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.

HENRY CLAY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

REFORME DE L'ADMINISTRATION

Nous avons reçu sous le couvert de l'honorable Levi Woodbury, secrétaire du trésor, la communication suivante que nous nous empressons de publier parce qu'elle prouve que nos gouvernants vont introduire dans l'administration des deniers du peuple une économie vraiment exemplaire :

" TRESORERIE, 21 Janvier 1839.

Monsieur—Comme il me devient nécessaire de faire toutes les réductions possibles dans les dépenses du Secrétaire de la Trésorerie, je suis chargé de vous prier de suspendre l'abonnement que ce département avait pris à votre journal.

Si vous voulez bien nous envoyer sous le couvert du Secrétaire du Trésor, un compte acquitté des arrérages dûs, je vous en solderai le montant par retour du courrier. J'ai l'honneur &c.

REA, agent du trésor.

Aux Editeurs de l'Abeille de la Nlle-Orléans.

Convaincus de l'extrême gêne du trésor et ne voulant pas aggraver sa situation, déjà si mauvaise, par une demande rigoureuse, nous n'avertirons notre compte que lorsque nos ressources seront plus grandes, car nous serions au désespoir d'obliger le gouvernement à *liquider*, en réclamant, dans un pareil moment de gêne, le paiement d'une dette. En conséquence nous prions Monsieur le Secrétaire du trésor d'être bien tranquille à cet égard, l'assurant que nous attendrons pour régler avec lui : *qu'il puisse le faire sans se gêner.*

Le Grand Gulf Advertiser dit que Ebenezer Ramsay, qui obtint $7000 en volant à A. & J. Denistoun & Co., un mandat sur la Banque des Négociants de la Nouvelle-Orléans, a été arrêté à Sydney, Miss.

La nouvelle que nous avons donnée hier de la détermination prise par la Banque de l'Etat de l'Alabama, de ne pas recevoir ses billets en espèces excepté au dessous de $10 se trouve répétée dans les journaux de la Mobile. Bien que nul avis n'ait été donné officiellement par la Banque elle-même, on ne peut douter que cette nouvelle ne soit vraie.

On assure que les Directeurs des autres Banques, ont offert leur aide afin de lui éviter d'en venir à cette extrémité, mais que leur offre avait été refusée. On prétend encore que son état de situation ne paraissait pas devoir amener un pareil résultat.

Voici ce comment s'exprime à ce sujet le Mobile Examiner du 5 courant :

"Nous sommes fachés d'avoir à annoncer la suspension des paiements en espèces par la branche de la Banque de l'Etat de cette ville. La mesure n'emporte sur les dépôts et sur les billets au dessous de $10. Les billets au dessous devront toujours être payés en espèces. Telle est du moins l'information verbale que nous avons; car bien que la suspension ait eu lieu hier, on en est informé le gouvernement de l'Etat, il n'y a eu aucune publication officielle faite par la Banque. Nous apprenons de la même manière que les Directeurs espèrent que la suspension ne sera que temporaire, et que dans soixante ou quatre vingt dix jours, la banque sera en mesure de reprendre aux conditions. Un journal de cette ville qui est l'organe de cette institution seront pris en paiements de dettes et émis comme des billets de cours par les autres banques, ce même journal dit ailleurs qu'on donnera prochainement au public un état de situation.

"Lorsque cet état sera publié ou pourra voir mieux si cette démarche était nécessaire et si elle a été amenée par la force des choses.

"Le public continue d'avoir la même confiance dans les Banques privées par actions et il ne saurait en être autrement tenant en ont qu'elles ont dans leurs rivales plus privilégiées qui n'ont pas fait banqueroute. Ainsi elles n'ont rien à craindre et il est probable que le public ne diminuera pas les ressources avec lesquelles elles peuvent si grandement aider la communauté.

Nominations faites par le Gouverneur.
HENRY A. BULLARD, secrétaire d'Etat.
STEPHEN MAZUREAU, avocat-général.
P. F. SMITH, adjudant et inspecteur général.

Nominations faites par le Gouverneur, avec l'approbation du Sénat.
Directeurs de la Banque de l'Etat de la Louisiane.
J. B VIGINE, C. DELERY,
J MATERRE, GEO. LEGENDRE,
A. MAURIN, V. VIGNAUD.

LEGISLATURE

Rapporté pour l'Abeille

SENAT.

Rien de bien intéressant au sénat dans la séance d'hier; elle a été froide, comme le temps et chacun semblait plus occupé des moyens de conserver en vie quelques parcelles de calorique, que de faire des discours. Le point central était la cheminée, dans laquelle brulaient lentement et avec peine quelques morceaux d'un bois humide.

Un ou deux comités ont présenté des rapports sur certains bills à eux référés. Quelques membres ont présenté des résolutions ou donné avis qu'ils introduiraient certains actes d'un intérêt local et peu important. Quelques uns ont présenté des pétitions.

La chambre des représentants a renvoyé plusieurs actes et résolutions dont quelques unes avec et sans amendements et une rejetée. Celle qui a été si rudement traitée par la chambre est la résolution relative à la divorce de la N. O. et *Carrollton*. Ainsi, force nous sera, pour le moment, de nous contenter d'un seul shérif, un et indivisible.

Une autre résolution relative aux réclamations sur les terres publiques, a été écoutée par la Chambre, qui n'a pas jugé à propos de sanctionner aucune chimère un peu vitupérative pour son honorable au congrès. Elle a donc retranché cette section; mais le sénat, sur motion du sénateur d'Ouachita, a cru convenable de *persister ou d'insister*, et la dite résolution a été renvoyée à M sieurs les Représentans.

Le sénat a donné son concours à quelques autres résolutions adoptées par la chambre. Le sénat a décidé cependant relative à la création d'une nuée de notaires et d'encanteurs, a donné lieu à une petite discussion sur le point de savoir s'il convenait ou non d'exiger l'enregistrement des actes de notaires, au greffe de la cour de parroisse dans des registres à part. Le sénateur d'Orléans, avec son tact accoutumé a fortement combattu cette mesure. Il a été bien secondé par M. Ducros, et finalement on est convenu de renvoyer le point en litige à la décision du comité judiciaire.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

M. Portalis introduit une résolution chargeant le bureau des travaux publics de se procurer un ingénieur pour examiner l'embouchure de la rivière Faisne dans la Pointe Coupée et de faire un rapport à la prochaine session de la législature sur la praticabilité de construire un pont en cet endroit.

M. Preston présente un bill qui est lu deux fois pour incorporer la compagnie du Phénix No 1 contre l'incendie dans la ville de Lafayette.

Le membre de St. Jacques présente un bill intitulé acte pour remettre en vigueur l'acte incorporant la congrégation des catholiques Romains dans la paroisse St Jacques.

M. Poydras présente un bill pour accorder des pouvoirs plus étendus au jury de police de la Pointe Coupée.

M. Guicnnic présente un bill pour accélérer la construction du chemin de fer de la Nelle. Orléans à Nashville, l'impression en est ordonnée.

Le membre de Lafourche Interieure, présente un bill pour la nomination d'un encanteur et dans la paroisse de Lafourche Intérieure, et les réglements étant mis de côté, on lit le bill trois fois adopté.

Sur motion de M. Wadsworth, on se dispense des réglements et le bill autorisant le gouverneur à nommer deux juges de paix additionnels, avec pouvoirs de notaires publics dans la paroisse de Plaquemine est lu trois fois et adopté.

Sur motion de M. Ratliff, le bill de la Banque des Citoyens est mis à l'ordre du jour de mardi prochain.

Sur motion de M. Patin, après dispensation des règles, on prend le bill pour venir au secours de John Morrison et les héritiers de Thomas Smith, ce bill est lu pour la troisième fois et adopté.

Sur motion de M. Wadsworth, le bill allouant une certaine somme à la paroisse de Plaquemine, est reprise et adopté.

Le sénat envoie son adhesion à la décision de nommer un comité pour examiner les affaires des banques, et fait connaitre les noms des membres du comité de la part du sénat.

Sur motion de M. Claiborne, les règles étant rapportées, on passe en discussion un bill pour le soulagement de J. C. Mero, lequel bill est adopté.

ORDRE DU JOUR.

L'orateur soumet à la chambre une communication de M. J. W. Breedlove, président de la Banque de Atchafalaya, donnant un état de situation de ladite institution. Renvoyé à un comité.

Le bill créant un système général d'améliorations intérieures pour l'Etat de la Louisiane, étant en discussion lorsque la chambre s'ajourna à la dernière séance, vient maintenant devant la chambre.

Ce bill donna lieu à de longs et profonds débats particulièrement la section qui autorise le bureau des directeurs, créés par le bill, à donner les bons de l'état pour un montant indéterminé, afin d'atteindre le but que se propose la loi en discussion. On objectait que la législature n'a pas le droit constitutionnel d'autoriser l'émission des bons de l'Etat à un montant plus que la somme ne soit spécifiée. MM. Brashear, Claiborne, Gaiennié, Morse, Guion, Ratliff, Phelps et autres ont pris part à la discussion et l'on a adopté un amendement qui lève la difficulté après quoi le bill est déposé sur le bureau avant la l'appel de la chambre. On a commencé la 3e lecture de l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer au lac Pontchartrain et de Jefferson; mais avant qu'elle soit terminée, sur motion, la chambre s'ajourne.

ETAT DES PARTIS.

L'extrait suivant d'une lettre de notre correspondant de Washington, quoique d'une date antérieure à celle de plusieurs autres que nous avons déjà publiées, offre une peinture animée et vraie des partis qui divisent aujourd'hui la chambre des représentans, ainsi que posé fidèle des causes qui permettent aux Locos de se soutenir, en dépit des preuves de fraude, de concussion, d'incapacité et d'intolérance qu'ils accumulent tous les jours de plus en plus contre eux. Nous savons depuis long-temps que l'examen réfléchi du peuple, l'a convaincu du manque total d'honneur et de talent chez ceux qui les gouvernent. Les preuves incontestables de la connivence des officiers de l'exécutif aux fraudes qui ont été commises contre le revenu, amènent la désertion de la portion la plus éclairée du parti de Van Buren ; ils furent par bandes les rangs du *Locofocisme*. Depuis la date de notre lettre, on assure que l'administration est en minorité dans la chambre des Représentans, sur toutes les questions principales du gouvernement; et il est évident que pour asseoir d'une manière solide le triomphe de notre cause, il ne s'agit plus que d'établir un système d'*accord* et d'unanimité. Les *Locofocus* fondent leurs espérances de succès sur la discipline, l'activité et la disposition constante, de leurs champions, non moins que sur le défaut d'organisation et d'unité de vues dans l'opposition.

Dans ces circonstances, chaque whig doit agir comme si le succès de la grande cause ne dépendait que de ses propres efforts. Il ne doit permettre à aucun doute d'amortir son ardeur, et se garder surtout bien, de laisser détourner son attention des besoins du pays par quelques sentimens de jalousie, quelques préjugés ou quelques prédilections particulière. Ce serait assumer une grande responsabilité, que de sacrifier la cause de la patrie à des considérations d'égoisme. Dans des temps pareils; comme en temps de guerre, l'Amérique compte que chacun fera son devoir.

EXTRAIT.

" Les deux partis qui divisent le Congrès sont, actuellement partagés, de forces à peu près égales. Le administration a une faible majorité qui varie de quatre à huit voix. Je ne parle dans ce moment que de la chambre des représentans. Cependant, il est certain que les whigs sont supérieurs en nombre. Le parti de l'administration peut bien les battre à force dans le pays, mais, dans que le whig en proportion. Telle était la position réelle dans laquelle on entrait lundi comment de la chambre actuelle à quel point on est actuellement s'entendre avec de vue différents ! Pour pour faire prononcer la majorité de l'exposé public et que l'on considère les mouvements par lesquels on tâche

de sa nouvelle majorité, pourrait on douter du résultat ? Quiconque a examiné le matériel dont se compose le parti locofoco, n'aura pas besoin d'être convaincu que les whigs auront la majorité dans la chambre avant le 4 Mars 1839. N'est-il pas évident que l'incapacité et les vices de l'administration seront exposés aux regards du peuple ? N'est-ce pas mis à au plusieurs défaits et plusieurs énormités flagrantes ? qui aurait jamais supposé que les hommes du pouvoir eussent pu résister aux attaques dirigées contre eux, et conserver intacte la grande rang de leurs bandes serviles ? Je ne pense pas qu'il y ait eu un seul homme de cette opinion ; et cependant tel est le fait.

Les loco-focos, dans la chambre des Représentans, ne sont pas moins puissans qu'ils ne l'étaient à la session extraordinaire de septembre 1837. D'où cela vient-il ? Les a-t-on accusées à tort d'intolérance, d'incapacité et d'abus dans la gestion des fonds publics ? Non sans doute. Ces accusations ne sont que trop bien fondées. Cet état de choses provient des affections personnelles des whigs, des jalousies des whigs. Ils pervient en grande mesure, des élémens dont se composent les deux partis respectifs et des matières inhérentes qui entrent dans la combinaison de leurs diverses parties.

Le parti du parti de l'administration a son complice de mercenaires, qui se battent pour de l'argent et toujours prêts à se ranger du côté du parti le plus fort. Cette faction est sure et indivisible. Que ce soit dans un bon ou dans un mauvais but, elle suit son chef de file. Dans le nombre se trouvent des capitaines de sloop, dit-on whigs hommes, qui ne manquent pas de soumettre la transfer, de que leurs bandes deviennent nécessaires ; ils sont disciplinés ; ils sont *résolutes* entr'eux par l'intérêt, persévérans, actifs et fidèles à leur poste dans la chambre des représentans, lorsqu'il s'agit de décider une question de parti. Tels sont les traits distinctifs des Locofocos dans la chambre. Je ne prétends cependant pas faire une dénonciation en masse. Il y a des exceptions, d'honorables exceptions, dont quelques uns se sont déjà séparés de la troupe des méchants, et d'autres sans nul doute, ne tarderont pas à les suivre.

Le parti whig se compose d'hommes, qui ont principalement en vue de réformer les abus du gouvernement et de lui rendre sa pureté primitive. Malheureusement le parti manque d'accord et d'union. Il n'a ni aergens instructeurs, ni discipline de parti. Il tient à ne discuter que quand on le veut, et ne connaît de nous contenter d'un seul shérif, un et indivisible.

Une autre résolution relative aux réclamations sur les terres publiques, a été écoutée par la Chambre, qui n'a pas jugé à propos de sanctionner aucune chimère un peu vitupérative pour son honorable au congrès. Elle a donc retranché cette section; mais le sénat, sur motion du sénateur d'Ouachita, a cru convenable de *persister ou d'insister*, et la dite résolution a été renvoyée à M sieurs les Représentans.

Le sénat a donné son concours à quelques autres résolutions adoptées par la chambre. Le sénat a décidé cependant relative à la création d'une nuée de notaires et d'encanteurs, a donné lieu à une petite discussion sur le point de savoir s'il convenait ou non d'exiger l'enregistrement des actes de notaires, au greffe de la cour de parroisse dans des registres à part. Le sénateur d'Orléans, avec son tact accoutumé a fortement combattu cette mesure. Il a été bien secondé par M. Ducros, et finalement on est convenu de renvoyer le point en litige à la décision du comité judiciaire.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

M. Portalis introduit une résolution chargeant le bureau des travaux publics de se procurer un ingénieur pour examiner l'embouchure de la rivière Faisne dans la Pointe Coupée et de faire un rapport à la prochaine session de la législature sur la praticabilité de construire un pont en cet endroit.

M. Preston présente un bill qui est lu deux fois pour incorporer la compagnie du Phénix No 1 contre l'incendie dans la ville de Lafayette.

Le membre de St. Jacques présente un bill intitulé acte pour remettre en vigueur l'acte incorporant la congrégation des catholiques Romains dans la paroisse St Jacques.

M. Poydras présente un bill pour accorder des pouvoirs plus étendus au jury de police de la Pointe Coupée.

M. Guicnnic présente un bill pour accélérer la construction du chemin de fer de la Nelle. Orléans à Nashville, l'impression en est ordonnée.

Le membre de Lafourche Interieure, présente un bill pour la nomination d'un encanteur et dans la paroisse de Lafourche Intérieure, et les réglements étant mis de côté, on lit le bill trois fois adopté.

Sur motion de M. Wadsworth, on se dispense des réglements et le bill autorisant le gouverneur à nommer deux juges de paix additionnels, avec pouvoirs de notaires publics dans la paroisse de Plaquemine est lu trois fois et adopté.

Sur motion de M. Ratliff, le bill de la Banque des Citoyens est mis à l'ordre du jour de mardi prochain.

Sur motion de M. Patin, après dispensation des règles, on prend le bill pour venir au secours de John Morrison et les héritiers de Thomas Smith, ce bill est lu pour la troisième fois et adopté.

Sur motion de M. Wadsworth, le bill allouant une certaine somme à la paroisse de Plaquemine, est reprise et adopté.

Le sénat envoie son adhesion à la décision de nommer un comité pour examiner les affaires des banques, et fait connaitre les noms des membres du comité de la part du sénat.

Sur motion de M. Claiborne, les règles étant rapportées, on passe en discussion un bill pour le soulagement de J. C. Mero, lequel bill est adopté.

ORDRE DU JOUR.

L'orateur soumet à la chambre une communication de M. J. W. Breedlove, président de la Banque de Atchafalaya, donnant un état de situation de ladite institution. Renvoyé à un comité.

Le bill créant un système général d'améliorations intérieures pour l'Etat de la Louisiane, étant en discussion lorsque la chambre s'ajourna à la dernière séance, vient maintenant devant la chambre.

Ce bill donna lieu à de longs et profonds débats particulièrement la section qui autorise le bureau des directeurs, créés par le bill, à donner les bons de l'état pour un montant indéterminé, afin d'atteindre le but que se propose la loi en discussion. On objectait que la législature n'a pas le droit constitutionnel d'autoriser l'émission des bons de l'Etat à un montant plus que la somme ne soit spécifiée. MM. Brashear, Claiborne, Gaiennié, Morse, Guion, Ratliff, Phelps et autres ont pris part à la discussion et l'on a adopté un amendement qui lève la difficulté après quoi le bill est déposé sur le bureau avant la l'appel de la chambre. On a commencé la 3e lecture de l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer au lac Pontchartrain et de Jefferson; mais avant qu'elle soit terminée, sur motion, la chambre s'ajourne.

ETAT DES PARTIS.

L'extrait suivant d'une lettre de notre correspondant de Washington, quoique d'une date antérieure à celle de plusieurs autres que nous avons déjà publiées, offre une peinture animée et vraie des partis qui divisent aujourd'hui la chambre des représentans, ainsi que posé fidèle des causes qui permettent aux Locos de se soutenir, en dépit des preuves de fraude, de concussion, d'incapacité et d'intolérance qu'ils accumulent tous les jours de plus en plus contre eux. Nous savons depuis long-temps que l'examen réfléchi du peuple, l'a convaincu du manque total d'honneur et de talent chez ceux qui les gouvernent. Les preuves incontestables de la connivence des officiers de l'exécutif aux fraudes qui ont été commises contre le revenu, amènent la désertion de la portion la plus éclairée du parti de Van Buren ; ils furent par bandes les rangs du *Locofocisme*. Depuis la date de notre lettre, on assure que l'administration est en minorité dans la chambre des Représentans, sur toutes les questions principales du gouvernement; et il est évident que pour asseoir d'une manière solide le triomphe de notre cause, il ne s'agit plus que d'établir un système d'*accord* et d'unanimité. Les *Locofocus* fondent leurs espérances de succès sur la discipline, l'activité et la disposition constante, de leurs champions, non moins que sur le défaut d'organisation et d'unité de vues dans l'opposition.

Dans ces circonstances, chaque whig doit agir comme si le succès de la grande cause ne dépendait que de ses propres efforts. Il ne doit permettre à aucun doute d'amortir son ardeur, et se garder surtout bien, de laisser détourner son attention des besoins du pays par quelques sentimens de jalousie, quelques préjugés ou quelques prédilections particulière. Ce serait assumer une grande responsabilité, que de sacrifier la cause de la patrie à des considérations d'égoisme. Dans des temps pareils; comme en temps de guerre, l'Amérique compte que chacun fera son devoir.

EXTRAIT.

" Les deux partis qui divisent le Congrès sont, actuellement partagés, de forces à peu près égales. Le administration a une faible majorité qui varie de quatre à huit voix. Je ne parle dans ce moment que de la chambre des représentans. Cependant, il est certain que les whigs sont supérieurs en nombre. Le parti de l'administration peut bien les battre à force dans le pays, mais, dans que le whig en proportion. Telle était la position réelle dans laquelle on entrait lundi comment de la chambre actuelle à quel point on est actuellement s'entendre avec de vue différents ! Pour pour faire prononcer la majorité de l'exposé public et que l'on considère les mouvements par lesquels on tâche

---

Nous extrayons du Diario de la Habana du 26 janvier les détails suivans sur le mouvement des douanes de la province de la Havane pendant l'année 1838 :

Les *recettes* s'élevent à $4,220,000, ce qui établit une augmentation de $135,914, sur les recettes de 1837, non compris $33,514 perçus en sus pour subsides de guerre.

Exportations du port de la Havane.

	1837.	1838.
Sucre, caisses d'environ 500 l.	321,555	344,473
Café, arrobes 25 liv	1,409,799	964,440
Cuirs do	36,611	39,291
Melasse, boucauts	43,278	56,151
Tafia, pipes	2,697	3,978
Cigares, Milliers	143,704	171,414
Tabac en feuille, liv	1,196,195	1,258,145

Mouvement du port de la Habane.

	1837.	1838.
Batiments Espagnols	431	472
" Etrangers	940	1,041

Exportations de Matanzas.

	1837.	1838.
Sucre, caisses	196,302	208,849
Café, arrobes	238,577	210,863
Melasse, boucauts	46,713	56,210

Mouvement du port de Matanzas

	1837.	1838.
Batiments Espagnols	61	73
" Etrangers	273	264

Recette totale de Matanzas en 1838, déduction faite de $581,938, ce qui établit une augmentation de $165,212. Sur les recettes de 1837, on a eu 12,313 pour les subsides de guerre.

Les trois branches principales du revenu de la province montent à $7,493,139 et laissent un excédent de $650,320 sur le produit de l'an dernier.

VARIETE.

Voilà le carnaval qui touche à sa fin. En vérité, c'est bien dommage. Il y a dans la vie tant de jours voués à l'ennui et à la tristesse, qu'on ne saurait trop prolonger ces fêtes joyeuses qui, à défaut du bonheur, nous apportent du moins l'étourdissement et le plaisir. Certes, il est beau d'être sage, mais il y a folie à l'être hors de propos. La réflexion est un mal nécessaire, dont il faut réfléchir en temps et lieu. La grande affaire aujourd'hui, l'affaire unique, par excellence, c'est de finir gaiement un carnaval si gaiement commencé. De grands préparatifs se font de toutes parts, pour enterrer dignement le mardi-gras. C'est bien pense. Chacun fait provision de gaité et d'esprit. Toutes les imaginations sont en campagne. C'est à qui trouvera le costume le plus extravagant ou le plus nouveau. On espère bien dépasser cette fois, les limites connues de la folle permise, bien entendu. Si les secrets des mascarades, n'étaient point sacrés à nos yeux, nous pourrions dès aujourd'hui, dérouler devant le lecteur, un programme éblouissant, dont les policiches de Vénise elles-mêmes se feraient gloire et honneur.

Toutefois, et comme ces projets, mêmes les mieux conçus, peuvent avorter, faute d'harmonie dans l'exécution, nous ceux qui doivent prendre part à la grande mascarade du mardi gras, sont appelés à se réunir vendredi soir, à la Salle d'Orléans, rue St. Alexis, afin d'heureusement prélude à cet effet. Tous ceux qui manqueront à cette *vente* du plaisir, seront déclarés félons et comptables au premier chef du crime de lèse-carnaval, le roi de Gambre.

Nous crayons devoir aussi, par la même occasion engager, au nom du plaisir commun, les agents de la Compagnie du Gaz, à faire désirasser la rue de Chartres pour ce grand jour. Si l'encombrement existait encore le mardi, ce serait un obstacle contre le quel nous refusons de baisser toutes les meilleures volontés du monde.

Dans un très prochain article, nous entrerons dans de plus amples détails.

ART DE GRAVER CHEZ LES CHINOIS.

Les Chinois excellent dans l'art de graver. La rapidité avec laquelle ils exécutent leurs caractères si leurs compliqués est réellement surprenante, et ne saurait être imitée par les services européens, tant sous le rapport de l'exécution, que sous celui du coût. Un graveur de Londres était étonné de voir que le travail qui coûte à Angleterre 60 ou 80 schellings pourrait être fait par un ouvrier chinois pour 3 ou 4 centimes. Pour les gravures des cartes de visite, les traits sont composés par nos compatriotes, et leur manière de graver l'ivoire, l'ébène, l'écaille de tortue, et la perle est infiniment supérieure à tout les travaux de ce genre qui se font ailleurs que chez nous. Les hiéroglyphes si incompréhensibles et qui nous paraissent tant l'autre jusqu'au nombre de cent ou de neuf, sont d'une facilité et d'une rapidité d'exécution étonnante. Il faut seulement que ces caractères soient petits et de peu d'étendue pour pouvoir être gravés en un quart d'heure ou une demi heure. Les caractères plus grands et plus étendus demandent beaucoup plus de temps et de travail pour être gravés, et ceux-ci sont ordinairement réservés pour les cachets des mandarins.

G. L. E. ALLE, 66, Commerce.

---

ont produit de nombreuses victimes parmi les uns et les autres. Il n'y a cependant aucun doute qu'elles soient d'une espèce moins grave, et surtout infiniment moins nombreuses que les victimes contemporaines, jusqu'à ce que les gens aguerris par les autres fièvres débilitées et tourmentées, eussent cimentées comme la première. Les boîtes d'ivoire que l'on vend actuellement à Canton et représentant différentes cisclures en relief peuvent être considérées comme une preuve évidente de l'habilité des Chinois dans ces sortes d'ouvrages.

Dans les arts ordinaires les Chinois ne nous le cèdent en rien, et ils se montrent surtout aussi habiles que leurs voisins pour tout ce qui a rapport aux objets de luxe et d'un usage commun à la vie. La fabrication de la soie est connue chez eux depuis longtemps, et il y a mille ans lorsque les habitants de la Vieille Angleterre allaient pour ainsi dire nus, les plus pauvres particuliers étaient vêtus de soie, et la noblesse et les classes aisées en Chine étaient à la même époque des vêtements brodés d'or, aussi riches que ceux d'aujourd'hui.

Au temps célèbre dans la fable de l'Empereur Yu-Low au commencement de la monarchie chinoise, l'impératrice apprit à ses sujets à élever le ver-à-soie, à dépouiller les cocons pour tisser des étoffes, et en faire des vêtements, c'est de cette manière qu'ils se garantissaient du froid. Sous le règne de Confucius les chinois avaient conservé l'usage de cultiver le ver-à-soie et l'habitude était que toute famille possédant cinq acres de terre, les entourait de mûriers, afin que chaque membre en descendant de la famille put être vêtu de soie, maintenant encore les étoffes de chine sont renommées par la beauté de leurs couleurs, la richesse de leurs broderies et généralement par tout ce qui distingue celles de France et d'Angleterre, tandis que les crêpes de Chine surpassent encore ceux qui se fabriquent en Europe.

Les chinois ne sont pas moins habiles dans l'art de donner de l'élégance à leurs vêtements que dans celui de fabriquer la soie, aussi peut-on dire que la nation chinoise est réellement une nation se mettant bien; et à moins qu'il ne soient dans la misère, les particuliers vont communément en habits de soie ou de crêp comme nous en habits de drap. Leurs modes diffèrent à la vérité des nôtres, mais encore est-il vrai que le costume d'une dame ou d'un gentleman chinois a autant d'apparence et est aussi élégant que celui d'une belle ou d'un dandy d'Europe.

SUR LES MESSAGES DU MAIRE.

Suite du rapport.

La communication suivante, du contrôleur montrera la similitude qui existe entre les contrats faits pour la ville et ceux faits depuis par l'intermédiaire de Peters et Millard pour la seconde municipalité.

BUREAU DU TRESORIER SECONDE MUNICIPALITE.
23 janvier 1839.

JOHN CALHOUN Esq, contrôleur.

Monsieur,

Veuillez m'informer s'il a été fait quelques contrats avec quelque membre du conseil de la seconde municipalité, ou avec quelque maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou erouses, ou toute autre espèce de matériaux à l'usage de cette corporation.

Votre obéissant serviteur
SAMUEL J. PETERS,
Président du Comité des finances.

BUREAU DU CONTROLEUR SECONDE MUNICIPALITE.

Monsieur,

Je réponds à la demande que renferme votre lettre de cette date. Je dois dire que jamais aucun contrat n'a été fait avec aucun membre du conseil de cette municipalité, ni avec aucune maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou creuses ni pour aucune autre espèce de matériaux à l'usage de cette corporation.

Lors de la division de la ville, des commissaires de la caisse générale d'amortissement furent chargés de la liquidation de toutes les dettes et du réglement de tous les contrats existans à la ville de la Nouvelle-Orléans.

Conformément à une requête faite par le Maire de la ville, le 5 décembre 1835, à MM. Peters & Millard, de contracter au Nord, au nom de la ville, pour une quantité de pierres plates et creusées. Ces messieurs prirent un engagement *pour la ville de la Nouvelle-Orléans*, et lorsque la division de la ville fut liée, il fut tait à recevoir, environ trente mille pieds, que les commissaires de la caisse générale d'amortissement, chargèrent les diverses municipalités de recevoir à leur arrivée, par une résolution passée en mai 1836, et autorisaient en conséquence, MM. Peters & Millard à les livrer.

Ayant eu besoin d'une plus grande quantité de pierre, la résolution suivante, du conseil de cette municipalité fut adoptée le 30 août 1836.

Résolu, que le maire soit et autorisé par ces présentes, autorisé à faire venir, par l'entremise de MM. Peters & Millard, pour compte de cette municipalité, les pierres plates et creuses, ci-après décrites, savoir,

100,000 pieds [courants] 12 pouces,	pierres creuses.	
12,000 de	do 28 "	do.
12,000 do	do 26 "	do.
24,000 do	do 30 "	do.
48,000 do	do 18 "	do.
28,000 do	do 16 "	do.

Chaque pierre devant mesurer au moins trois pieds de longueur et neuf pouces d'épaisseur; et chaque pierre creusée devant mesurer au moins trois pieds de long et quatre pouces d'épaisseur, ces pierres ne devront être inférieures ni en qualité ni en main d'ouvrage à celles qui jusqu'à présent, par l'entremise de MM. Peters et Millard, pour la corporation de la Nlle-Orléans. La commission de MM. Peters et Millard devant être la même que celle payée par la ville sur les ordres antérieurement exécutés par eux, c'est-à-dire, cinq pour cent sur tous les déboursés.

Signé : JOSHUA BALDWIN, recorder

En conséquence de cette résolution, MM. Peters & Millard contractèrent par l'entremise de leurs agens à New York, pour 200,000 pieds de pierres pour cette municipalité. Ils n'ont jamais eu de contrat, et la connaissance qui leur était allouée était la même que celle accordée pour l'arrangement avec Mr. Prieur, le dernier maire, il devait servir de partie de la somme d'une dame ou d'un gentleman chinois a autant d'apparence et est aussi élégant que celui d'une belle ou d'un dandy d'Europe.

SUR LES MESSAGES DU MAIRE.

Suite du rapport.

La communication suivante, du contrôleur montrera la similitude qui existe entre les contrats faits pour la ville et ceux faits depuis par l'intermédiaire de Peters et Millard pour la seconde municipalité.

BUREAU DU TRESORIER SECONDE MUNICIPALITE.
23 janvier 1839.

JOHN CALHOUN Esq, contrôleur.

Monsieur,

Veuillez m'informer s'il a été fait quelques contrats avec quelque membre du conseil de la seconde municipalité, ou avec quelque maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou erouses, ou toute autre espèce de materiaux à l'usage de cette corporation.

Votre obéissant serviteur
SAMUEL J. PETERS,
Président du Comité des finances.

BUREAU DU CONTROLEUR SECONDE MUNICIPALITE.

Monsieur,

Je réponds à la demande que renferme votre lettre de cette date. Je dois dire que jamais aucun contrat n'a été fait avec aucun membre du conseil de cette municipalité, ni avec aucune maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou creuses ni pour aucune autre espèce de materiaux à l'usage de cette corporation.

Lors de la division de la ville, des commissaires de la caisse générale d'amortissement furent chargés de la liquidation de toutes les dettes et du réglement de tous les contrats existans à la ville de la Nouvelle-Orléans.

Conformément à une requête faite par le Maire de la ville, le 5 décembre 1835, à MM. Peters & Millard, de contracter au Nord, au nom de la ville, pour une quantité de pierres plates et creusées. Ces messieurs prirent un engagement *pour la ville de la Nouvelle-Orléans*, et lorsque la division de la ville fut liée, il fut tait à recevoir, environ trente mille pieds, que les commissaires de la caisse générale d'amortissement, chargèrent les diverses municipalités de recevoir à leur arrivée, par une résolution passée en mai 1836, et autorisaient en conséquence, MM. Peters & Millard à les livrer.

Ayant eu besoin d'une plus grande quantité de pierre, la résolution suivante, du conseil de cette municipalité fut adoptée le 30 août 1836.

Résolu, que le maire soit et autorisé par ces présentes, autorisé à faire venir, par l'entremise de MM. Peters & Millard, pour compte de cette municipalité, les pierres plates et creuses, ci-après décrites, savoir,

100,000 pieds [courants] 12 pouces,	pierres creuses.	
12,000 de	do 28 "	do.
12,000 do	do 26 "	do.
24,000 do	do 30 "	do.
48,000 do	do 18 "	do.
28,000 do	do 16 "	do.

Chaque pierre devant mesurer au moins trois pieds de longueur et neuf pouces d'épaisseur; et chaque pierre creusée devant mesurer au moins trois pieds de long et quatre pouces d'épaisseur, ces pierres ne devront être inférieures ni en qualité ni en main d'ouvrage à celles qui jusqu'à présent, par l'entremise de MM. Peters et Millard, pour la corporation de la Nlle-Orléans. La commission de MM. Peters et Millard devant être la même que celle payée par la ville sur les ordres antérieurement exécutés par eux, c'est-à-dire, cinq pour cent sur tous les déboursés.

Signé : JOSHUA BALDWIN, recorder

En conséquence de cette résolution, MM. Peters & Millard contractèrent par l'entremise de leurs agens à New York, pour 200,000 pieds de pierres pour cette municipalité. Ils n'ont jamais eu de contrat, et la connaissance qui leur était allouée était la même que celle accordée pour l'arrangement avec Mr. Prieur, le dernier maire, il devait servir de partie de la somme d'une dame ou d'un gentleman chinois a autant d'apparence et est aussi élégant que celui d'une belle ou d'un dandy d'Europe.

SUR LES MESSAGES DU MAIRE.

Suite du rapport.

La communication suivante, du contrôleur montrera la similitude qui existe entre les contrats faits pour la ville et ceux faits depuis par l'intermédiaire de Peters et Millard pour la seconde municipalité.

BUREAU DU TRESORIER SECONDE MUNICIPALITE.
23 janvier 1839.

JOHN CALHOUN Esq, contrôleur.

Monsieur,

Veuillez m'informer s'il a été fait quelques contrats avec quelque membre du conseil de la seconde municipalité, ou avec quelque maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou erouses, ou toute autre espèce de materiaux à l'usage de cette corporation.

Votre obéissant serviteur
SAMUEL J. PETERS,
Président du Comité des finances.

BUREAU DU CONTROLEUR SECONDE MUNICIPALITE.

Monsieur,

Je réponds à la demande que renferme votre lettre de cette date. Je dois dire que jamais aucun contrat n'a été fait avec aucun membre du conseil de cette municipalité, ni avec aucune maison de commerce dans lesquelles ils soient intéressés, pour des pierres plates ou erouses, ou toute autre espèce de materiaux à l'usage de cette corporation.

Lors de la division de la ville, des commissaires de la caisse générale d'amortissement furent chargés de la liquidation de toutes les dettes et du réglement de tous les contrats existans à la ville de la Nouvelle-Orléans.

Conformément à une requête faite par le Maire de la ville, le 5 décembre 1835, à MM. Peters & Millard, de contracter au Nord, au nom de la ville, pour une quantité de pierres plates et creusées. Ces messieurs prirent un engagement *pour la ville de la Nouvelle-Orléans*, et lorsque la division de la ville fut liée, il fut tait à recevoir, environ trente mille pieds, que les commissaires de la caisse générale d'amortissement, chargèrent les diverses municipalités de recevoir à leur arrivée, par une résolution passée en mai 1836, et autorisaient en conséquence, MM. Peters & Millard à les livrer.

Ayant eu besoin d'une plus grande quantité de pierre, la résolution suivante, du conseil de cette municipalité fut adoptée le 30 août 1836.

Résolu, que le maire soit et autorisé par ces présentes, autorisé à faire venir, par l'entremise de MM. Peters & Millard, pour compte de cette municipalité, les pierres plates et creuses, ci-après décrites